

LA RUSSIE, UNE PUISSANCE RÉVISIONNISTE ?

Fiodor Loukianov, traduit du russe par Boris Samkov

Institut français des relations internationales | « Politique étrangère »

2015/2 Été | pages 11 à 24

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365673839

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-2-page-11.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

© Institut français des relations internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La Russie, une puissance révisionniste ?

Par **Fiodor Loukianov**

Fiodor Loukianov est professeur et chercheur à la National Research University Higher School of Economics de Moscou et rédacteur en chef de *Rossiâ v globalnoj politike* [La Russie dans la politique mondiale].

Traduit du russe par Boris Samkov.

Du raid sur Pristina (1999) à la mainmise sur la Crimée (2014), Moscou entend montrer qu'elle ne se résigne pas à être une puissance de second rang se ralliant à des règles définies par d'autres. Mais cette réaction témoigne moins d'un prurit expansionniste que de la difficulté de la Russie à se définir soi-même, à se constituer en nation. Le pays cherche en réalité aujourd'hui à s'isoler comme objet politique, et le révisionnisme de Moscou s'applique d'abord et avant tout à la Russie.

politique étrangère

L'histoire connaît parfois d'étranges zigzags, et il lui arrive de revenir à des étapes que l'on croyait appartenir au passé. Bien entendu, sa trajectoire est une spirale, et le sentiment de déjà-vu trompeur. Mais les problèmes non réglés peuvent ressurgir, souvent sous une forme nouvelle, plus dangereuse.

Si les primaires américaines sont mal prévisibles, il semble toutefois pourtant que la présidentielle de 2016 mettra aux prises les candidats Clinton et Bush, 24 ans après le premier duel ayant opposé les deux familles, et un quart de siècle après la disparition de l'URSS – Bush (George H.W.) et Clinton (Bill) ayant joué un rôle de premier plan dans des évolutions ouvertes à cette époque et toujours inachevées.

Voici dix ans, Vladimir Poutine qualifiait le démantèlement de l'Union soviétique de « plus grande catastrophe géopolitique du xx^e siècle ». En Occident, cette formule est considérée comme l'expression du credo politique d'un président nostalgique de la superpuissance, et qui rêverait de la restaurer. Mais on ne peut tirer une telle conclusion de la lecture du texte dont cette phrase est tirée. Le chef de l'État y parle de la pénible et

douloureuse sortie de la société russe de la crise provoquée par l'écroulement du système précédent. Il souligne que « c'est précisément pendant cette période [...] que notre société a développé non seulement son instinct de conservation mais aussi le désir d'une vie nouvelle et libre ». « Beaucoup de gens pensaient à l'époque que notre jeune démocratie ne représentait pas la continuation de l'État russe mais son effondrement définitif, qu'elle n'était que l'ultime étape de l'agonie interminable du système soviétique. Ceux qui pensaient cela avaient tort¹. »

La question dont dépend aujourd'hui le jugement que l'on peut porter sur la Russie actuelle et – surtout – son évolution future, est la suivante : comment la société et la classe politique russes voient-elles leur État ? Comme une entité autosuffisante et indépendante apparue dans sa forme actuelle suite aux métamorphoses des années 1989-1991 ? Ou comme le relief d'un « vrai » pays, détruit par accident ? Dans le premier cas, la quête d'une place sur la scène internationale amènera tôt ou tard la Russie, en dépit des hauts et des bas et des difficultés, à une transformation réussie, à une nouvelle identité. Si la seconde vision l'emporte, le pays tentera de revenir sur les conséquences de la « plus grande catastrophe géopolitique » pour restaurer sa superpuissance perdue, sous une forme ou sous une autre. La tension vers un avenir différent passerait dans ce cas par le passé.

Pour la lecture occidentale de la politique russe envers l'Ukraine, Moscou a choisi cette dernière option. L'analyse attentive des décisions prises par le pouvoir russe dément cette conclusion hâtive.

L'épigraphe de l'ère Poutine

Dans la nuit du 11 au 12 juin 1999, un bataillon de parachutistes russes déployé dans le cadre de l'opération armée internationale en Bosnie-Herzégovine prenait, à l'issue d'une manœuvre éclair et sans en référer au commandement des forces d'interposition, le contrôle de l'aéroport de Pristina. Là devaient atterrir les avions de l'Otan qui, à partir du 12 juin, devaient acheminer le contingent occidental de soldats de la paix, conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité.

La résolution du 10 juin prévoyait une sécession *de facto* du Kosovo – la République fédérale de Yougoslavie ne conserverait que formellement sa juridiction sur la province – et la création d'un protectorat international placé sous le contrôle de l'Otan. Les forces armées yougoslaves devaient

1. Discours de Vladimir Poutine devant l'Assemblée fédérale, 25 avril 2005, disponible sur : <<http://archive.kremlin.ru/text/appears/2005/04/87049.shtml>>.

totallement évacuer le Kosovo, dorénavant administré par l'Armée de libération du Kosovo sous la supervision d'un représentant de l'ONU.

L'initiative de Moscou prenait les Occidentaux de court. Jusque-là, même si elle avait réagi négativement à la campagne aérienne de l'Otan, la Russie les avait dans les faits aidés à convaincre Slobodan Milošević d'abandonner le Kosovo. C'était l'objectif de la mission de Viktor Tchernomyrdine, représentant spécial du président russe qui, avec Martti Ahtisaari, multipliait les allers et retours entre tous les acteurs, parallèlement au travail du Conseil de sécurité de l'ONU et du G8.

L'opération menée à l'aéroport de Pristina prenait aussi au dépourvu nombre de hauts responsables russes qui, face à des partenaires occidentaux irrités, devaient improviser la justification d'un changement de cap inopiné, sans nulle consultation préalable. Est demeuré dans le folklore historico-militaire un échange très vif entre l'Américain Wesley Clark, commandant suprême des forces de l'Otan en Europe et qui exigeait l'expulsion par la force des Russes de l'aéroport, et le commandant des troupes de l'Alliance dans les Balkans, le Britannique Michael Jackson, refusant catégoriquement de le faire : « Je n'ai pas l'intention de démarrer la Troisième Guerre mondiale²... »

Quelques jours plus tard, les parachutistes russes évacuaient le site. Dans le Kosovo occupé, la Russie n'obtenait pas de secteur sous son contrôle, mais ses soldats étaient déployés dans les zones à majorité serbe relevant de l'Allemagne, de la France et des États-Unis. Quatre ans après, la Russie se retirait du Kosovo et de Bosnie : la présence de ses militaires était jugée trop onéreuse au vu des maigres avantages stratégiques rapportés. Dès lors, le brusque virage de juin 1999 apparaissait comme une aventure absurde.

Sur le long terme, le raid sur Pristina semble pourtant bien plus significatif qu'on le crut sur le moment. La prise de l'aéroport est devenue une sorte d'épigraphe d'un nouveau chapitre des relations entre la Russie et le reste du monde. Deux mois plus tard, Vladimir Poutine devenait Premier ministre et dauphin de Boris Eltsine, qui quitta le Kremlin à la fin de l'année.

La campagne yougoslave de l'Otan fut un moment clé pour la perception de l'Occident par la Russie. Jamais on n'avait vu une telle explosion de sentiments anti-américains dans la nouvelle Russie – et même en URSS, il

2. « World: Europe Generals "Clashed over Kosovo Raid" », BBC News, 2 août 1999, disponible sur : <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/409576.stm>>.

n'y avait peut-être pas eu d'exemple comparable. Du temps soviétique, la dénonciation des États-Unis était une constante de la propagande officielle ; en 1999, le pouvoir russe n'était pas dans une phase de confrontation avec Washington, ni ne souhaitait une vague d'anti-américanisme ; il cherchait plutôt à éviter un conflit sérieux. Le rejet de la guerre et de ses justifications – intervention humanitaire, protection des citoyens... – venait bien de l'opinion publique.

L'importance du Kosovo pour l'opinion russe

Le Kosovo ne cesse d'apparaître dans les débats russes de politique étrangère, et ce n'est pas un hasard ; dans son « discours sur la Crimée », Poutine a évoqué le précédent kosovar pour justifier le rattachement de la péninsule à la Russie. Le destin de la Yougoslavie illustre pour les Russes l'appétit sans limite d'un Occident qui ne s'est pas arrêté avant d'avoir réduit un pays important, florissant et indépendant à un tas de petits États dénués d'ambitions propres.

La crise du Kosovo s'est ajoutée à la déception née du bilan des transformations des années 1990 – six mois avant l'intervention de l'Otan, la Russie connaissait un défaut de paiement enterrant l'illusion d'un développement réussi. L'explosion de la Yougoslavie et l'élargissement de l'Otan ont diffusé chez les Russes un sentiment d'impuissance face au remodelage de l'Europe géré par l'Occident selon ses propres critères (la tentation de remodeler le monde entier sera postérieure au 11 septembre).

La marche sur Pristina, au moment où le Kosovo se séparait définitivement de la Serbie, voulait prouver (d'abord à elle-même) que la Russie ne s'était pas résignée à un sort de puissance de second rang. Cela, moins du point de vue des moyens, à l'époque clairement réduits, qu'au niveau idéologique. Le pays est vite revenu de l'enthousiasme du début des années 1990, où il cherchait à intégrer le groupe des « États civilisés » à n'importe quelle condition.

Ces conditions prévoyaient *de facto* que Moscou abandonne son indépendance stratégique et reconnaisse les lignes géopolitiques tracées par la fin de la guerre froide. Mais ces lignes n'avaient pas été tracées définitivement, et elles devaient se déporter vers l'est avec l'extension de l'influence de l'Occident. L'adhésion de la Russie au G7, acceptée en dépit des tendances contestables de l'évolution du pays, offrait au Kremlin une satisfaction morale, tout en le forçant à reconnaître la nouvelle réalité.

La prise de l'aéroport de Pristina, en violation des accords existants, signifiait le refus russe de cette reconnaissance. L'épisode n'a pas eu de

conséquence directe. La politique de Vladimir Poutine, au début de son mandat, a repris à son compte l'objectif principal de l'époque eltsinienne : la volonté d'intégrer la communauté occidentale. À mesure que la Russie se consolidait, cependant, ses dirigeants commencèrent à réclamer avec plus d'insistance que les autres puissances la traitent en égale.

Le tableau est aujourd'hui à peu près le même que celui des années 1990. Moscou rejette la politique de l'Occident comme telle – qu'il s'agisse de l'idéologie ou des méthodes pratiques pour mettre en œuvre ses valeurs. La réponse occidentale consiste en une violente attaque médiatique sur le Kremlin, dépeint sous les traits du Mal universel – mais on peut rappeler qu'à la fin de sa présidence, Boris Eltsine était aussi présenté en Occident de façon très négative.

Un cycle s'était achevé avec le raid sur Pristina. Le cycle suivant a eu pour scène finale l'apparition des « hommes polis » en Crimée. Si la « prise de Pristina » avait été un baroud d'honneur, le succès de Simferopol, en revanche, a montré que la Russie pouvait désormais atteindre les buts fixés. Ces deux coups de force renvoient à Moscou la certitude qu'elle ne peut défendre ses intérêts par la voie diplomatique, qu'elle ne peut le faire que par la démonstration de puissance.

En 1999, les diplomates russes se sont furieusement battus pour adoucir les conditions de la capitulation de Belgrade, tout en comprenant qu'ils ne pourraient pas changer l'issue de la bataille. La question de la Crimée relève de la même logique.

Les observateurs occidentaux sont nombreux à se demander pourquoi la Russie a agi de façon aussi brutale. N'aurait-elle pu parvenir à ses fins progressivement, dans le respect formel du droit international ? Rares sont ceux qui doutent que la majorité des habitants de la Crimée ait été réellement favorable au rattachement à la Russie. Mais à Moscou, on est convaincu qu'il est impossible d'obtenir quoi que ce soit sans mesure extraordinaire. D'autant que, quand la Russie cherche à accroître son influence, partenaires et interlocuteurs – et même ceux d'ordinaire plutôt bien orientés à son égard – s'unissent pour l'interdire : l'ours russe fait toujours peur.

Cette vision des choses est confirmée par les années post-guerre froide, mais aussi par le XIX^e siècle. L'exception à la règle aura précisément été la période de la guerre froide – séquence courte et exceptionnelle durant laquelle l'Union soviétique était si puissante militairement et politiquement

qu'elle réussit à créer un face-à-face équilibré avec l'Occident et à conduire des tractations diplomatiques avec lui, tout en poursuivant une expansion permanente (pas toujours couronnée de succès).

L'aéroport de Pristina symbolisait une politique différente, mais il n'a pas constitué un tournant, à la différence de l'affaire de la Crimée – virage fondamental.

Isolement ou expansion ?

L'effondrement du régime de Viktor Ianoukovitch a obligé la Russie à une improvisation risquée. Une improvisation dont l'ampleur a crû à mesure que s'amplifiait la crise en Ukraine et que se durcissait la réaction extérieure. Quand la décision sur la Crimée fut prise – les circonstances ont forcé Moscou à agir très rapidement –, il était pratiquement impossible d'en prévoir toutes les conséquences. Mais le chef de l'État ne pouvait pas ignorer qu'il s'agissait d'une décision historique, signifiant que la Russie rejetait un ensemble de représentations formées en Europe et en Occident durant les décennies précédentes, et qu'il n'y aurait pas ensuite de retour au *business as usual* dans les relations entre Moscou et plusieurs de ses partenaires étrangers les plus importants.

Les arguments pour le rattachement de la Crimée ont été exposés dans une adresse extraordinaire du président à l'Assemblée fédérale le 18 mars. Le premier motif invoqué n'est pas la sécurité nationale (le sort de la Flotte de la mer Noire, l'élargissement de l'Otan...), mais la défense du « monde russe », la protection des Russes là où elle est nécessaire. En insistant sur cet argument, Vladimir Poutine a de fait prédéterminé le cours des événements, qu'il s'agisse de la réaction de la société russe (explosion d'enthousiasme patriotique), de celle des Russes de l'est de l'Ukraine (attente d'un scénario criméen), ou encore de celle du reste du monde (effroi face à une expansion aux accents nationalistes).

En 2014, il fut souvent dit que la Russie avait manifesté sa volonté de réviser un ordre mondial dessiné après la guerre froide selon les desiderata des vainqueurs, et sans qu'elle eût vraiment son mot à dire. La justesse de l'hypothèse fut confirmée par le président russe lui-même, qui consacrait son discours de Valdai, en octobre, au changement des règles établies.

Mais la présentation russe des motifs de la prise de la Crimée n'excipe pas d'une ambition de niveau mondial. Au contraire, elle limite la portée de l'épisode, le réduisant à un problème historico-national local. Comme

l'a brutalement dit Richard Haass³, « la Russie n'est plus capable de proposer quoi que ce soit susceptible de plaire à quiconque, à l'exception des Russes ethniques » ; elle est donc vouée à demeurer une puissance périphérique, ne représentant aucun danger sérieux pour les États-Unis. On peut aussi décrire le phénomène en termes plus positifs : la consolidation de la société russe et la délimitation de son « cercle propre » ont été jugées plus importantes que les initiatives tournées vers l'extérieur.

Le Bulgare Ivan Krastev, spécialiste des transitions postcommunistes, avait dès le printemps 2014 proposé une autre interprétation dans une interview à la Deutsche Welle : « S'il fallait qualifier la politique russe d'un seul mot, ce serait "isolationnisme". Un isolationnisme culturel et psychologique, pas géopolitique. C'est ce qui le distingue de l'isolationnisme soviétique. À cette époque, quand la décision avait été prise de se couper du monde, l'URSS avait édifié le mur de Berlin. Aujourd'hui, les Russes ont créé une situation où ce sont les autres qui souhaitent bâtir un mur autour d'eux⁴. »

Cette vision, paradoxale dans le contexte de l'agitation sur l'expansionnisme russe, semble intéressante si l'on examine l'évolution « postcriméenne » par rapport à la direction prise par la Russie ces trois dernières années – depuis que l'expérience de modernisation portée par Dmitri Medvedev s'est achevée par le fameux « roque », et que Vladimir Poutine est revenu au Kremlin avec la conviction que le modèle de développement mis en œuvre dans les années 2000 ne fonctionnait plus.

Le premier document programmatique, dévoilé deux mois avant le début officiel de la campagne électorale, était un article des *Izvestia* sur l'Union eurasiennne, présentée comme l'environnement le plus souhaitable pour la Russie⁵. Suit une série de publications ayant deux références pour fil rouge : la construction d'une identité solide et indépendante de la Russie, et les menaces du monde imprévisible et ingouvernable édifié par les vainqueurs de la guerre froide⁶. 2012 et 2013 : un temps de recherches de plus en plus actives visant à créer dans la société russe l'idée d'un « monde

3. R.N. Haass, « The Unraveling: How to Respond to a Disordered World », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2014, disponible sur : <www.foreignaffairs.com/articles/142202/richard-n-haass/the-unraveling>.

4. Entretien avec I. Krastev par A. Kalih, Deutsche Welle, 1^{er} novembre 2014, repris par Russia Today, disponible sur : <<http://russian.rt.com/inotv/2014-11-01/Politolog-Rossiya-vstala-na-put>>.

5. V. Poutine, « A New Integration Project for Eurasia: The Future in the Making », disponible sur : <www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/d-ru/dv/dru_2013_0320_06_/dru_2013_0320_06_en.pdf>, original en russe publié dans *Izvestia*, 3 octobre 2011.

6. V. Poutine, « Russia and the Changing World », disponible sur : <<http://en.ria.ru/analysis/20120227/171547818.html>>, original en russe publié dans *Moskovskie Novosti*, 27 février 2012.

russe» cohérent, dénué de contradictions idéologiques. Un monde stable, pouvant se défendre face à un monde extérieur déchaîné.

Nombre d'observateurs ont relevé dans les discours du président, et plus généralement dans la rhétorique officielle de cette période, des allusions aux vues d'Alexandre Soljenitsyne; non seulement pour la reprise de valeurs conservatrices et traditionnelles, mais aussi pour la définition de l'aire culturelle et politique de la Russie. L'Union eurasiennne, composée de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan, et qui souhaitait intégrer à terme l'Ukraine (les autres pays n'ont jamais été considérés comme des priorités), constituait une réplique quasi littérale du « monde russe » décrit par Soljenitsyne dans son essai de 1990, *Comment réaménager notre Russie ?*⁷.

Quelle identité pour la Russie ?

Maïdan a fait exploser ce tableau. Le monde extérieur s'est imposé au monde intérieur avec toute son agressivité, forçant les dirigeants russes à édifier une nouvelle ligne de défense. Mais l'événement a aussi donné vie à une autre version du « monde russe » – une version agressive-défensive destinée à assembler le nouvel espace non plus à partir de ce qu'on pouvait considérer comme ses composantes naturelles, mais à partir des reliefs récupérables. C'est ainsi qu'au lieu d'un tableau clair se dessina une guerre intestine sanglante, et un « processus de Minsk » aux finalités illisibles, sur fond de dégradation de la situation extérieure. L'objectif principal – se protéger d'une façon ou d'une autre contre l'avancée, de toutes parts, du monde environnant – est pourtant toujours d'actualité, non seulement pour le dossier ukrainien, mais aussi en matière d'économie internationale ou de communication globale.

Après presque un quart de siècle de changements, la Russie n'a pas réussi à devenir une composante de l'économie mondiale égale aux autres grands acteurs, pouvant tirer pleinement bénéfice de la mondialisation comme, par exemple, la Chine. Mais elle s'est cependant suffisamment intégrée à cette économie internationale pour subir de plein fouet tous les chocs des marchés mondiaux et toutes les influences extérieures. Cette situation intermédiaire a fini par mécontenter aussi bien les partisans d'un approfondissement de l'intégration du pays au système international que les adeptes de l'isolationnisme. L'accroissement des risques politiques lié à l'aggravation de la situation internationale depuis le début de la deuxième décennie du XXI^e siècle a poussé la Russie à opter en faveur de l'option du « désengagement » (dans la mesure du possible) vis-à-vis des processus internationaux.

7. Voir, à propos de cet article d'A. Soljenitsyne, F.X. Clines, « Russia Gets Call By Solzhenitsyn For Slavic State », *The New York Times*, 19 septembre 1990, disponible sur : <www.nytimes.com/1990/09/19/world/russia-gets-call-by-solzhenitsyn-for-slavic-state.html>.

Les innovations des années 2012-2013 – de la campagne de « nationalisation » et de la « dés-offshorisation » des élites à la mise en opposition des idées russes et valeurs occidentales – ont préparé le terrain pour une rupture dont l'Ukraine fut le catalyseur. Les sanctions, puis l'effondrement du rouble, ont cimenté le résultat. Fin 2014, la Russie a érigé entre elle-même et l'Occident une barrière basée sur la capacité opérationnelle de ses forces armées, sur le rejet idéologique et politique, et sur la réduction des échanges – la chute du rouble rendant les importations en provenance d'Europe très coûteuses.

Ce glissement s'est accompagné d'une intensification des efforts diplomatiques et économiques en direction des partenaires non occidentaux – d'autant que Vladimir Poutine avait annoncé, avant même la crise ukrainienne, que l'Asie serait la priorité de la Russie pour le XXI^e siècle. Mais la réorientation mentale russe de l'Ouest vers l'Est ne s'est pas vraiment produite, et Moscou n'a réussi nulle percée vers un rôle leader d'une communauté non occidentale. De ce point de vue, le discours de Valdai déjà cité est très représentatif : le monde n'existe pas en dehors de l'Amérique ; c'est elle qui fait l'objet de tout le pathos du président russe⁸. Autre moment significatif : le départ anticipé de Poutine du sommet du G20 en Australie, où il avait reçu un accueil glacial des organisateurs et s'était heurté à l'ostracisme appuyé des leaders occidentaux. En quittant le forum avant sa fin officielle, Vladimir Poutine reconnaissait de fait que le G7 y menait la danse. Pourtant, le G20 n'est pas une assemblée occidentale. Si Moscou s'orientait vers la recherche d'un nouvel équilibre mondial, elle devrait chérir le G20, souligner sans cesse son importance et sa diversité. Mais la Russie ne semble aucunement prête à ce travail de longue haleine.

L'un des aphorismes les plus souvent cités sur la politique étrangère russe est une formule du chancelier d'État de l'Empire russe Alexandre Gortchakov, prononcée peu après la guerre de Crimée : « La Russie ne se fâche pas, la Russie se concentre. » La première partie de la sentence n'est plus d'actualité : la Russie est bel et bien fâchée. Elle estime que le triomphalisme post-guerre froide de l'Occident l'a conduite dans une impasse (et le monde entier avec), et que dans certaines de ses zones proches, la situation est totalement bloquée. En revanche, la seconde partie de la fameuse formule correspond bien à l'état présent des choses. La Russie essaie effectivement de se concentrer : elle se renferme sur elle-même pour comprendre ce qu'elle est aujourd'hui et, surtout, ce qu'elle veut être dans

8. « Meeting of the Valdai International Discussion Club », 24 octobre 2014, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/news/46860>>.

le futur. Pour l'heure, il n'y a pas de réponse, le pays consacrant la quasi totalité de ses forces à assurer ce renfermement tout en menant, parallèlement, des combats d'arrière-garde.

Si l'on pense que le but de la Russie n'était pas l'expansion mais l'édification d'une barrière entre elle et l'Occident, on doit admettre qu'elle est parvenue à ses fins en 2014. Et l'Occident l'y a bien aidée. La Russie est aujourd'hui plus éloignée du système occidental qu'à n'importe quel moment des 20 dernières années, au moins. Le modèle précédent, celui du « partenariat stratégique » basé sur un rapport de forces inégal (la Russie était l'« apprentie » de l'Occident) et sur des hypocrisies croisées, ne sera pas restauré, quelle que soit l'évolution future en Ukraine. Les possibilités économiques dont il était porteur ont pris fin, et il reste à comprendre ce qui les a remplacées. Les deux parties ne repartiront pas d'une page blanche, mais d'une page très griffonnée – dans un contexte défavorable où l'Occident fait pression sur la Russie, tandis que l'Orient attend avec intérêt la suite des événements. Les atouts de la Russie sont l'enthousiasme de sa population (très optimiste si l'on en croit les enquêtes d'opinion, et exaltée par le premier gain de territoire du pays après des années de pertes), et le recul de l'Occident, dont le *leadership* mondial se réduit progressivement, même si le processus devrait durer longtemps.

Le plus important, c'est que le gambit criméen et le drame de l'est de l'Ukraine ont couronné une certaine logique de développement mise en branle voici un quart de siècle par les prédécesseurs de Vladimir Poutine. Même si l'élite russe contemporaine entend se démarquer de la génération du début des années 1990, elle poursuit ce qui avait été lancé à l'époque : le renoncement à un empire au sens classique du terme, et la tentative de bâtir une sorte d'État-nation. Mais cette tentative se développe désormais dans des circonstances très défavorables : une population multi-ethnique et multiconfessionnelle, et un environnement international qui non seulement n'aide pas à l'édification d'États-nations classiques, mais ébranle ceux qui existent déjà.

Russie contre URSS

À la fin de l'ère soviétique, l'URSS a tangué quand ses périphéries se sont enflammées. Mais le coup mortel n'est pas venu des nationalistes du Caucase ou des pays Baltes ; encore moins de l'Ukraine, qui n'a connu à cette époque aucune véritable lutte pour l'indépendance. L'URSS a été détruite par la Fédération de Russie, qui a soutenu avec enthousiasme ceux qui estimaient que conserver l'Union soviétique était absurde et inutile.

L'URSS a été condamnée quand les forces politiques de Russie – dans leur quasi totalité – se sont dissociées du pouvoir soviétique central. Avec des raisons différentes selon les obédiences : les démocrates progressistes pour certaines considérations, les communistes rétrogrades pour d'autres. La politique centriste de Gorbatchev lui a été fatale parce qu'elle lui aliénait tous les soutiens. Les volontés convergentes des deux composantes de l'*establishment* russe – les anciens qui souhaitaient conserver le pouvoir en se coupant d'un secrétaire général décidément trop porté sur l'expérimentation, et les nouveaux, impatientes de prendre les manettes du pays – ont jeté à bas l'empire soviétique. De ce point de vue, il est tout à fait logique que, 25 ans plus tard, la direction russe, héritière de celle qui mit fin à l'Union soviétique, ait fait un pas de plus dans la même direction.

Le conflit ukrainien de 2014 a éclaté dans ce qui avait été le noyau des formes étatiques précédentes (soviétique, mais aussi russe impériale), et quelle qu'en soit l'issue, ces formes passées ne reviendront plus. Il est significatif que lors des discussions de Bélovej portant sur le démantèlement de l'URSS, les responsables politiques d'alors n'aient pas osé aborder la question de la Crimée : le plus important était alors d'écarter le centre de l'Union et d'obtenir la souveraineté, c'est-à-dire la totalité du pouvoir sur le territoire des républiques. La bombe à retardement a explosé en 2014, provoquant une réaction en chaîne. 2013 a été la dernière année où l'idée d'une lutte pour l'influence dans l'espace postsoviétique dans son ensemble fut encore d'actualité. Ce n'est pas un hasard si la déflagration a été déclenchée par la confrontation de deux projets d'intégration mutuellement exclusifs. En réponse au changement de régime à Kiev, perçu comme le krach de l'ordre politique existant, la Russie a de nouveau joué le tout pour le tout, renonçant aux règles écrites et non écrites de la cohabitation postsoviétique. Au fond, ce n'est qu'alors qu'elle a ouvert la boîte de Pandore à laquelle on avait essayé de ne pas penser depuis 1991.

En prenant la décision de prendre le contrôle de la Crimée, puis en la justifiant sur la scène internationale, la Russie a changé l'approche qui avait été la sienne depuis la fin de la guerre froide. Entre deux principes égaux mais contradictoires de la Charte de l'ONU – l'intégrité territoriale des États et le droit des nations à l'autodétermination –, Moscou a officiellement tranché en faveur du second. Abandonnant la posture conservatrice qu'elle adoptait jusqu'alors, elle a opté pour une politique transformatrice favorable au changement des frontières.

Le soutien à l'autodétermination comme principe juridique a été renforcé par la puissante impulsion romantico-nationale générée par le discours

criméen de Vladimir Poutine sur le « monde russe »⁹. Tout cela donnait l'image d'une puissance tournée vers un révisionnisme de grande échelle, ce qui n'a pas manqué de provoquer des réactions effrayées en Occident et, surtout, dans l'espace postsoviétique.

Mais le révisionnisme russe est d'une portée limitée. Fin 2013-début 2014, la Russie a emprunté la voie de l'autodéfinition – le préfixe « auto » étant fondamental. Elle a commencé à définir sa propre aire, son propre espace politique, moral et culturel, sans considérer l'avis de ses voisins, même les plus loyaux. La mise en place du « monde russe » n'est pas la préservation d'une zone d'influence, encore moins une expansion impériale; c'est la délimitation d'une frontière nationale. Une frontière moins administrative que mentale, qui « nous » sépare des « autres ». Ainsi, comme presque 25 ans plus tôt, le Kremlin a agi contre une certaine idée de l'unité. À l'époque, il avait mis fin à l'unité étatique de l'URSS; il a, cette fois, sonné le glas de l'unité post-étatique de l'espace soviétique, qui continuait d'exister par force d'inertie. Et les projets qui étaient d'actualité jusqu'à ce tournant sont sans doute déjà en train de perdre de

Révisionnisme ou autodéfinition ?

leur importance. Il ne s'agit pas seulement de l'intégration eurasiennne, mais aussi du Partenariat oriental, et des autres options alternatives à l'adhésion proposées par l'Union européenne. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de nouveaux projets; mais la logique créée par la guerre froide et le démantèlement de l'URSS a de moins en moins cours aujourd'hui. À cet égard, l'arrivée dans l'espace eurasiatique de la Chine, avec une vision radicalement différente, et son idée ambitieuse de « ceinture économique de la route de la soie », est plus que symbolique. On se prend d'ailleurs, au plus haut niveau de la Russie, à envisager la fusion de l'Union économique eurasiennne et de l'initiative chinoise.

Ce n'est pas un hasard si Vladimir Poutine revient sans cesse sur l'affaiblissement et la désagrégation de l'URSS. Ce fut là un tournant de sa propre biographie, de l'histoire de la Russie et de l'évolution du monde.

Un quart de siècle plus tard, la Russie – les actions contradictoires de ses dirigeants reflétant la perception floue de la société – ne s'est toujours

9. « Address by President of the Russian Federation », 18 mars 2014, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/news/20603>>.

pas dotée d'une base stable, d'une auto-identification qui, une fois digérés les bouleversements des années 1980 et 1990, eût pu constituer une fondation pour l'avenir. Cela s'explique en partie par des circonstances extérieures – le monde entier traverse une phase de transition brumeuse qui ne semble pas mener à une voie royale vers le progrès. Mais la première explication est interne : toutes ces années, les choix politiques russes n'ont consisté qu'à régler les problèmes du moment, souvent au bénéfice de quelques intérêts privés, et non des intérêts nationaux. D'où la volonté de rembobiner l'histoire, de rejouer une partie perdue, d'en revenir à une bifurcation où l'on juge avoir pris le mauvais chemin. Mais en réalité, le pays a plus suivi les événements qu'il ne les a dictés – aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Pour l'Occident aussi, la désintégration de l'URSS fut un moment déterminant. La victoire sur un ennemi puissant et dangereux, officiellement proclamée par George H.W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union de janvier 1992¹⁰, a fondé chez les Occidentaux la certitude de la justesse de leurs vues. Le successeur de Bush, Bill Clinton, a dû aménager le monde nouveau selon les valeurs du vainqueur, et l'un des aspects de sa tâche fut sa tentative de changer la Russie. Cette tentative échoua, mais Clinton réussit à poser les bases de la domination occidentale sur le monde – une domination que la Russie n'a jamais réellement admise, même quand intégrer le « grand Ouest » semblait être son but principal. Comme le remarquent justement Ivan Krastev et Mark Leonard, c'est l'Union soviétique dans ses dernières années – un pays complètement différent de la nouvelle Russie par sa psychologie politique – qui aspirait à une convergence totale avec l'Occident¹¹. Mikhaïl Gorbatchev, père d'une « nouvelle pensée politique », comptait sur un rapprochement entre égaux et sur l'élaboration d'un modèle commun, puisque l'URSS était l'un des deux piliers de l'ordre mondial (avec les États-Unis). Le démantèlement de l'URSS a rendu impossible la conclusion d'un accord d'égal à égal, et la Russie a toujours refusé une transaction déséquilibrée, d'abord *in petto*, puis de plus en plus ouvertement.

Si l'élection présidentielle américaine de 2016 oppose les représentants attendus des familles Bush et Clinton, elle sera la dernière mettant aux prises les membres d'une génération dont le destin politique fut déterminé

10. « State of the Union; Transcript of President Bush's Address on the State of the Union », 29 janvier 1992, disponible sur : <www.nytimes.com/1992/01/29/us/state-union-transcript-president-bush-s-address-state-union.html>.

11. I. Krastev et M. Leonard, « The New European Disorder », European Council on Foreign Relations (ECFR), 20 novembre 2014, disponible sur : <www.ecfr.eu/page/-/ECFR117_TheNewEuropeanDisorder_ESSAY.pdf>.

par la fin de la guerre froide et la dissolution de l'URSS. En Russie, cette génération est toujours au pouvoir, mais l'ordre du jour fixé par les événements de 1989-1991 est en passe de s'épuiser. Le centre de la politique mondiale s'éloigne définitivement de l'Europe. La Russie et l'Occident doivent donc élaborer un nouvel ordre des priorités.



Mots clés

Russie
Politique extérieure
Kosovo
Ukraine